

Appel à une grande AG de rentrée du Collectif Contre les Réformes Blanquer de la Maternelle à l'Université d'Ille et Vilaine (Collectif CRBMU 35)

Les réformes Blanquer du bac et des lycées viennent d'être mises en place et leurs conséquences n'en sont pas encore toutes visibles. Attendons-nous à d'autres désorganisations supplémentaires, suppressions d'heures et de postes, augmentation de la charge de travail, etc. lorsqu'elle s'appliquera l'an prochain pour les Terminales.

Rappelons que Parcoursup fut, il y a deux ans la première attaque de ce gouvernement, et qu'il a été vendu aux citoyens comme un logiciel qui devait éviter un fort taux d'échec en licence. Un an et demi après sa mise en place, le taux de réussite à la fin de la Licence 1 n'a guère évolué, d'après les responsables d'université (à l'exception de quelques filières sélectives comme Staps).

Tout ça pour ça ! Car de fait, ce sont des dizaines de milliers de lycéens qui sont écartés des études supérieures ou poussés vers les très chères écoles privées.

N'oublions pas l'horizon de ces « réformes » Blanquer : avec un bac qui perd son caractère national et qui ne permet plus un accès automatique dans la plupart des filières universitaires, le bac va perdre de sa valeur : il faut y voir une volonté d'adapter les élèves à un marché du travail de plus en plus flexible et de moins en moins protecteur, cela en cassant les qualifications et les diplômes.

On se dirige vers une école à deux vitesses : l'école publique pour les classes moyennes et populaires, soumis à des moyens limités tandis que pour l'élite, des écoles privées et les « EPLEI » qui peuvent ouvrir depuis le décret du 26 août. Pour rappel, ces dernières sont des établissements publics qui peuvent recevoir des financements privés, et qui scolarisent des enfants de la maternelle au lycée dans une seule structure (type ancien « lycée impérial »). C'est la loi Blanquer qui a permis leur création, dans les objectifs de la loi, il est prévu d'en ouvrir au moins deux chaque année.

L'idée de massifier l'enseignement secondaire, puis universitaire, guidant les politiques éducatives depuis plus de trente ans, est mise à mal : il s'agit désormais de creuser un fossé entre une élite scolaire qui bénéficiera de moyens de plus en plus importants et le reste de la population qui aura une scolarité de plus en plus minimale.

Professeur-e-s, considéreriez-vous que cette rentrée soit « la meilleure des rentrées » comme l'a annoncé Jean-Mi', notre cher ministre ?

- désorganisation du lycée : dans plusieurs lycées du département, on parle d'emplois du temps chaotique pour les profs et les élèves,
- fin du groupe-classe (jusqu' à une trentaine d'enseignants intervenant dans certaines classes...),
- suppressions de postes dégradant nos conditions de travail (nombre d'élèves par classe),
- suppressions de postes empêchant les mutations (par exemple, aucun poste ouvert en histoire-géo dans l'ensemble des Côtes d'Armor l'an passé, malgré l'arrivée des classes nombreuses en collège et lycée et les départs en retraite),
- suppression des postes, entraînant des contractuels au chômage,

- à la rentrée, seuls 53 % de TZR ont été affectés contre 67 % l'an passé. Si des TZR se retrouvent sans affectation à la rentrée, il est évident que le rectorat n'a pas embauché de contractuels dans leur zone de remplacement et cela apparaît inquiétant pour l'avenir (que vont devenir les profs « surnuméraires »),
- charge de travail supplémentaire (deux heures sup imposées + formation obligatoire pendant les vacances scolaires). Et n'oublions pas le jour de carence dans un contexte où les arrêts-maladie augmentent,
- contrôle continu non payé, facteur de désorganisation et d'affaiblissement du Bac. Si les copies sont numérisées, alors cela donne la possibilité de contrôler le travail.
- destruction du Bac = destruction de l'école publique et de sa logique égalitaire
- réforme de la Fonction Publique = destruction des services publics et du statut de fonctionnaire.
- tout cela va encore se dégrader avec l'objectif de remplacer des fonctionnaires par des contractuels (rapport CAP 2022).

Même si les réformes ont commencé à s'appliquer, rendant difficile un retour en arrière complet et rapide, le mouvement est toujours actif. Des AG continuent de se tenir à Nantes, à Paris et en banlieue parisienne, à Toulouse, etc....

Une large intersyndicale appelle toujours à l'abrogation des réformes.

De plus, la grève du Bac a affaibli Blanquer dans l'opinion publique (sa « popularité » est en forte baisse, selon un sondage paru à la fin du mois d'août : -16 points d'opinions favorables par rapport à février 2018 !).

**RENDEZ-VOUS A L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE
INTER-DEGRÉ ET INTER-ÉTABLISSEMENT
LE MERCREDI 25 SEPTEMBRE DE 17H30 A 19H30
A LA MAISON DES ASSOCIATIONS DE RENNES
(6, cours de alliés, 35000 Rennes)**

Proposition amendable d'ordre du jour :

- 1/ Bilan de la grève du Bac et des difficultés qu'elle a posé à Blanquer.
- 2/ Bilan de la rentrée dans le département (dégradation des conditions pour les profs et pour les élèves, désorganisation...)
- 3/ Que faire face aux évaluations des élèves du primaire ?
- 4/ Mise en place de nouveaux outils pour lutter cette année